



Ambassade de France en Arabie saoudite  
Service économique de Riyad

Riyad, le 08 mars 2021  
Affaire suivie par : Aziz Reguig  
et Sarah Lagdaa

## OPEP+ - Accord pour n'augmenter que légèrement la production pétrole

La décision prise par les pays membre de l'OPEP et ses alliés (OPEP+) lors de la réunion à Vienne du 4 mars 2021 a surpris les analystes et les marchés. L'accord atteint par l'alliance est de remettre sur le marché seulement 150 000 barils par jour de pétrole brut. Le 7 mars 2021, la décision a conduit à une flambée des prix, le Brent a dépassé la barrière symbolique des 70 USD. Pour préserver la stabilité des cours du pétrole, l'Arabie saoudite a réitéré sa décision unilatérale de maintenir la réduction de sa production d'1 million de barils par jour supplémentaires. L'intensification, au début du mois de mars, des tirs de missiles et de drones contre des villes saoudiennes, dont Djeddah, Riyad et Dhahran sur la côte est, siège de la compagnie pétrolière Saudi Aramco, ont relancé les préoccupations sur la vulnérabilité de l'Arabie saoudite face à ces attaques.

Les pays membres de l'alliance OPEP+ se sont réunis jeudi 4 mars 2021 à Vienne pour réévaluer les accords sur les quotas de production de pétrole brut. Lors de la réunion du 5 janvier 2021, l'alliance avait décidé que les quotas de production de pétrole seraient augmentés de 75 000 barils par jour pour les mois de février et mars, **ramenant ainsi le quota total de réduction à 7,1 millions de barils par jour (mb/j)**.

En amont de cette réunion les experts prévoient une remise sur le marché d'environ 1,5 mb/j à la suite d'une remontée des cours du baril de pétrole. **Le 1<sup>er</sup> mars 2021, soit l'avant-veille de la réunion OPEP+ le Brent atteignait 65 USD le baril, son plus haut niveau depuis 13 mois**, soit une hausse de 18% par rapport à la moyenne du mois de février 2021. La hausse des prix s'expliquait **alors par l'optimisme des marchés, porté par les campagnes de vaccinations contre le COVID-19, le plan de relance américain et la reprise de l'activité industrielle en Europe**.

La chute de la production agrégée totale des États membres de l'OPEP contribuait aussi largement à la hausse des prix en février 2021, notamment en raison de la **décision unilatérale de l'Arabie saoudite de couper sa production de 1 mbj/j en sus des réductions déjà convenues**. Au mois de février 2021, l'OPEP avait pompé l'équivalent de 24,9 mb/j, soit une baisse de 596 000 b/j par rapport à janvier 2021. Il s'agissait alors de la **première baisse mensuelle depuis juin 2020**.

**Le 4 mars l'alliance a trouvé un accord permettant à la Russie et au Kazakhstan d'augmenter leur production de pétrole brut de respectivement 130 000 barils par jour et 20 000 barils par jour, ramenant ainsi le quota total de réduction à 6,9 mb/j pour les mois d'avril**. Les quotas de production de tous les autres membres de l'OPEP+ sont restés inchangés.

Alors que l'accord conclu permettrait à l'Arabie saoudite de produire jusqu'à 9,1 mb/j, le Royaume limiterait dans les faits sa production à environ 8 mb/j au mois d'avril 2021. Soit près de 4 mb/j en moins que sa capacité maximale de production, à savoir 12 mb/j. Le ministre de l'Énergie saoudien, le prince Abdulaziz ben Salman, a indiqué que **l'Arabie saoudite continuera de faire un effort supplémentaire unilatéral et réduirait sa production à hauteur de 1 mb/j afin de soutenir l'équilibre du marché pétrolier**.

**Les marchés ont été surpris par la décision de l'alliance** et la surprise s'est reflétée sur la flambée des prix du Brent et du WTI, qui ont atteint jeudi 4 mars 2021, respectivement 67,11 USD et 64,12 USD. Le 7 mars 2021, le Brent dépassait la barrière symbolique des 70 USD. Les analystes prévoient une remontée des prix du baril

à 75 USD en avril 2021 et préviennent contre le risque de nuire à la reprise économique mondiale en exerçant des pressions inflationnistes. Le ministre saoudien de l'Énergie s'est montré catégorique : **l'OPEP+ attendra les signes concrets d'une reprise de la demande de brut avant de pousser la production.**

Le Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC), en charge de vérifier le respect des quotas de production des pays producteurs de pétrole de l'alliance OPEP+, a indiqué que pour le mois de février les quotas avaient été respectés avec un taux de conformité à hauteur de 103%. Des pays ont ainsi compensé en février leur surplus de production des mois précédents.

La prochaine réunion de l'alliance OPEP+ se tiendra le 1<sup>er</sup> avril 2021 afin d'évaluer à nouveau les quotas de production. Le 31 mars 2021 se tiendra la réunion du JMMC, en charge de vérifier le respect des quotas de production des pays producteurs de pétrole de l'alliance OPEP+.

\* \* \*

- *Certains analystes estiment que la décision prise par l'OPEP et ses alliés se justifie par un marché fragile et encore abondant où des pétroliers sont encore présents en Asie, et que plusieurs industries pétrochimiques asiatiques prévoient leur maintenance annuelle au printemps, réduisant ainsi les commandes de pétrole brut.*
- *L'Arabie saoudite et la Russie, les deux principaux producteurs de l'OPEP+, ont su réaffirmer leur entente lors de la réunion de mars. La précédente réunion OPEP+ en décembre 2020 avait été révélatrice des scissions au sein de l'alliance. C'était alors avec 5 jours de retard que la réunion des pays membres de l'OPEP et de ses alliés s'était tenue. Après d'âpres négociations, les ministres avaient décidé d'ajouter 500 000 barils par jour de production au marché à partir de janvier 2021. Le Prince Abdulaziz ben Salman, le ministre saoudien de l'Énergie, avait déclaré que l'accord avait été difficile à atteindre. Pour la première fois, le ministre saoudien n'avait pas co-présidé la réunion comme il est de coutume, laissant son homologue russe le faire seul. Cette réunion de mars 2021 était attendue et la rapidité de la décision montre l'entente encore stable entre les deux pays.*
- *Avec son effort supplémentaire de 1 mb/j, l'Arabie saoudite porte le poids de la stabilité du marché pétrolier, et évite ainsi toute escalade qui pourrait conduire à nouveau à une guerre des marchés pétroliers, avec un risque d'effondrement des cours comme observé en avril 2020.*
- *Malgré le creusement de son déficit budgétaire en 2020, la crise sanitaire n'a pas entamé les ambitions stratégiques saoudiennes et le budget adopté pour l'année 2021 continue la Vision 2030 en prévoyant des coupes importantes dans les dépenses (-7,3%). Cette optimisation budgétaire n'est pas suffisante sans une remontée des prix du baril, ce qui explique la volonté saoudienne de préserver la stabilité des marchés pétroliers internationaux et surtout l'unité des pays membres de l'alliance OPEP+.*
- *L'intensification, au début du mois de mars, des tirs de missiles et de drones contre des villes saoudiennes, dont Djeddah, Riyad et Dhahran sur la côte est, siège de la compagnie pétrolière Saudi Aramco, ont relancé les préoccupations sur la vulnérabilité de l'Arabie saoudite face à ces attaques. Interceptées par la défense saoudienne, ces attaques n'ont pas provoqué de pertes humaines et de dégâts matériels. Elles ont cependant relancé la crainte de frappes susceptibles de viser des infrastructures pétrolières stratégiques du pays, rappelant les attaques du 14 septembre 2019 qui avaient endommagé des sites de traitement de brut et provoqué la chute brutale de plus de 50% de la production de pétrole du Royaume pendant plusieurs semaines.*

**Laurent ESTRADE**